



L'IMPÉRATIF DES TRANSITIONS AGROÉCOLOGIQUES POUR LES AGRICULTURES PAYSANNES

Par Frédéric Apollin & Bertrand Mathieu

Les dossiers  Will Agri

Association professionnelle de coopération au développement rural et de solidarité internationale, Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF) est engagée depuis de nombreuses années en Afrique, en Asie et en Amérique latine, dans la promotion de l'agroécologie pour augmenter la productivité agricole des exploitations paysannes les plus vulnérables, favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, améliorer leur résilience aux aléas climatiques tout en préservant les ressources naturelles.



Cet engagement part du constat, dans de nombreux contextes, d'une crise des systèmes agraires liée notamment à la pression démographique des hommes et des animaux, qui conduit à l'abandon progressif des modes traditionnels de gestion de la fertilité basés sur certaines pratiques de jachère et d'intégration agriculture-élevage. De plus, les méthodes d'intensification issues de la révolution verte, fondées sur l'artificialisation du milieu et la simplification des systèmes par l'utilisation d'intrants externes de synthèse, coûtent chers et génèrent des

dégâts écologiques et sociaux qui empêchent aujourd'hui leur reproduction et leur durabilité.

Dans de nombreuses régions de coopération d'AVSF, les familles paysannes sont ainsi confrontées à des problématiques croissantes de dégradation des terres et de baisse de fertilité des sols, de réduction de la biodiversité domestique (cultures et animaux) et sauvage, souvent exacerbées par le changement climatique. La dégradation des écosystèmes et des ressources naturelles rend ces familles plus vulnérables à la variabilité et aux extrêmes climatiques, souvent à l'origine d'insécurité et parfois de crises alimentaires. Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, malgré la relance des politiques de développement agricole par de nombreux États après la crise des prix alimentaires (2007-2008), les efforts ont porté essentiellement sur l'intensification de la production via des subventions aux intrants (engrais, semences améliorées), alors qu'une approche globale de long terme, incluant l'appui aux exploitations familiales pour la gestion des ressources naturelles, apparaît primordiale pour garantir leur sécurité alimentaire et nutritionnelle¹.

Encore marginale il y a quelques décennies, l'agroécologie s'impose progressivement à travers les multiples expériences et initiatives prises en premier lieu par la société civile pour produire, commercialiser et consommer autrement. Dans son acceptation la plus large d'écologie des systèmes alimentaires, l'intérêt et la pertinence de cette approche sont désormais largement reconnus au sein la communauté scientifique et par les institutions internationales comme la FAO, le CSA (Comité de la sécurité alimentaire mondiale) et le FIDA. Le CSA a lui-même confié à son groupe d'experts de haut niveau (HLPE²) le soin de produire en 2019 un rapport sur l'agroécologie et les autres innovations en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, rapport dont les enseignements et conclusions seront débattus lors du prochain Comité à Rome en octobre 2019.

¹ Un nouveau rapport FAO (2018) révèle que la faim en Afrique poursuit sa progression avec 20% de la population africaine sous-alimentée en 2017. Le rapport souligne que l'insécurité et les crises alimentaires sont souvent liées à la variabilité et aux extrêmes climatiques, outre la multiplication des conflits.

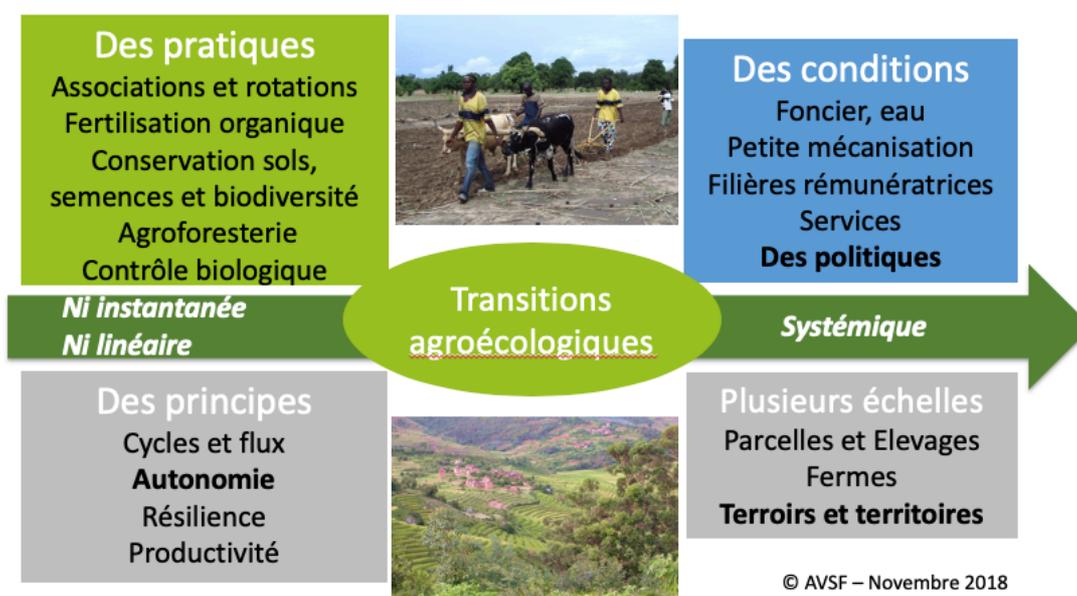
² <http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/fr/>

Depuis plus de dix ans, AVSF a fait de la transition agroécologique un axe majeur de son action car elle est la seule voie possible qui s'offre à toutes les agricultures du monde, et en premier lieu aux agricultures paysannes et familiales pour répondre aux attentes actuelles non seulement des producteurs mais des sociétés dans leur ensemble, et relever ainsi les défis alimentaires et nutritionnels, de la pauvreté, de l'emploi, de l'environnement et du changement climatique.

Une vision technique, sociale et politique des transitions agroécologiques

Les approches et définitions de l'agroécologie sont aujourd'hui nombreuses. Or elles ne sont pas sans créer une certaine confusion et cachent parfois des conceptions trop limitatives et insuffisamment ambitieuses eu égard à l'impératif de transformation profonde des systèmes agricoles et d'élevage.

Pour AVSF, la transition agroécologique repose en premier lieu sur le principe de **valoriser au maximum les processus et régulations naturelles pour la production végétale et pour l'élevage** plutôt que de dépendre d'intrants externes de synthèse, en cherchant à créer des synergies biologiques bénéfiques entre les composantes de l'agroécosystème, à favoriser le recyclage de la matière organique et des nutriments, à **améliorer l'efficacité de l'usage des ressources** (eau, nutriments). In fine, la transition agroécologique poursuit l'objectif **d'une plus grande productivité des fermes, tant de la terre que de du travail, mais aussi de leur plus grande autonomie et résilience** face à des chocs climatiques, économiques ou des risques sanitaires.



De manière concrète, pour AVSF, la transition agroécologique repose donc sur la promotion et l'intégration d'un ensemble de pratiques qui s'appuient sur les expériences et les savoir-faire ancestraux paysans et s'enrichissent d'avancées et innovations scientifiques et techniques, testées et validées avec les paysans et leurs organisations. Il peut s'agir d'associations et rotations de cultures (incluant la réintégration des légumineuses), de pratiques plus poussées d'intégration des systèmes d'agriculture et d'élevage - fertilisation organique, compostage, etc. -, de conservation des eaux, des sols et des forêts, de lutte biologique contre les ravageurs, de maintien et gestion de l'agrobiodiversité, d'agroforesterie, de sélection massale et valorisation de semences paysannes, de pratiques d'éthnovétérinaire.



Ce processus complexe et systémique qui caractérise les transitions agroécologiques ne peut être ni instantané, ni linéaire. D'où l'importance du mot « transition », car il ne s'agit pas d'imposer un modèle unique et un paquet technologique « clé en main », mais bien d'adapter à chaque exploitation et territoire des combinaisons de pratiques, en fonction des conditions existantes de l'environnement et des écosystèmes, et de l'état des lieux des systèmes agraires. Pour répondre aux impératifs d'intensification de la production, de

sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté des familles paysannes sur de nombreux territoires, la transition agroécologique n'exclut donc pas le recours à certaines pratiques issues de la révolution verte. Quand bien même l'objectif est bien de limiter voire éliminer in fine l'usage d'intrants de synthèse, elle peut supposer l'utilisation d'engrais minéraux en complément d'engrais organiques en vue de restaurer la fertilité de sols carencés, ou l'utilisation de certains intrants chimiques limités aux seuls produits homologués déjà présents et peu dangereux pour la santé, lorsque n'existent pas encore de pratiques alternatives fiables et à la portée des agriculteurs.

Par ailleurs, la transition agroécologique suppose **d'agir sur les conditions de développement de l'agroécologie**, et ce à **différentes échelles** : fermes, territoires, filières amont (accès aux semences, au crédit, à des intrants organiques, à l'équipement et la petite mécanisation, à des services vétérinaires de proximité) et aval (transformation et commercialisation, accès à des filières plus transparentes et rémunératrices, à l'information sur les marchés, à des systèmes adaptés de certification). La transition agroécologique implique donc une réflexion collective sur les territoires avec les différentes partie-prenantes, de la transformation des systèmes alimentaires dans leur ensemble.

Enfin, la transition agroécologique doit être soutenue par **une nécessaire évolution des politiques publiques**, par exemple pour sécuriser impérativement l'accès des familles paysannes au foncier et à l'eau, pour promouvoir la mise en place de nouvelles filières d'approvisionnement en intrants ou de commercialisation des produits, ou pour organiser ou réguler les relations et interactions entre les multiples acteurs de la gouvernance des territoires, des filières et des systèmes alimentaires : organisation de producteurs, TPE et PME, industries, collectivités, services de l'Etat, consommateurs.

Des actions à différentes échelles pour accompagner les transitions agroécologiques

Dans le cadre des projets d'AVSF mis en œuvre dans les pays où l'association coopère, l'accompagnement des acteurs d'un territoire dans la transition agroécologique, suppose ainsi **l'identification et l'expérimentation de pratiques** au plus proche des contraintes observées et exprimés par les paysans dans leurs systèmes de culture et d'élevage. Pour ce faire, AVSF renforce des dispositifs d'appui et d'apprentissage des producteurs, notamment par des champ-écoles d'expérimentation participative : ils permettent aux paysans, regroupés dans une parcelle collective, d'interroger leurs pratiques et d'expérimenter ensemble des techniques agroécologiques pour parvenir à des solutions adaptées localement ; ils permettent également d'impulser des dynamiques d'échanges et innovation dans les villages.

Mais ces actions d'échange et apprentissage technique s'accompagnent d'actions complémentaires à différentes échelles pour faciliter l'intégration de ces pratiques dans les systèmes de production :

- **Promouvoir la concertation entre usagers à l'échelle des territoires villageois et communaux pour une gestion durable, collective et apaisée des ressources naturelles** : il peut s'agir au niveau d'un terroir villageois cultivé ou pastoral, de réaliser des zonages en utilisant la cartographie participative pour identifier les terroirs, hiérarchiser les problèmes et mobiliser in fine les populations (élus, autorités, éleveurs, agriculteurs, opérateurs économiques, ...) pour l'aménagement de ces espaces : mise en cultures, en pâturages ou en défens, choix d'investissements, redéfinition des droits et obligations de gestion collective des ressources partagées, articulation des acteurs sur les filières.
- **Faciliter l'accès à la petite mécanisation, l'équipement et des intrants adaptés à l'échelle des fermes et des organisations paysannes** : l'accès à l'équipement (charrettes, araires, kassines, etc.), à des petites infrastructures (fosses fumières, parcs à bétail, etc.) ou des intrants spécifiques (semences et plants, biopesticides) facilite ou renforce les pratiques agroécologiques de transport et recyclage de la matière organique, de diversification et associations de cultures, de transport du matériel pour les cordons pierreux, des plants pour les reboisements, etc.
- **Soutenir les systèmes d'élevage** : appui au pastoralisme et la gestion et valorisation de pâturages naturels sur des espaces souvent impropres à l'agriculture, mise en place de services vétérinaires de proximité, récupération et maintien de pratiques ethnovétérinaires, pour pallier à l'accès limité aux produits conventionnels (longues distances, conditions inadéquates de transport et de chaîne du froid, coût, qualité, ...), appui au petit élevage (bovins, petits ruminants, aviculture, ânes) pour faciliter la transition agroécologique (matière organique et traction animale), améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les revenus des femmes et des jeunes dans des activités de faible pénibilité.
- **Développer des filières permettant de mieux valoriser les produits issus de l'agroécologie et renforcer le poids des organisations paysannes sur les marchés, fussent-ils locaux** (renforcement des marchés traditionnels, promotion de circuits courts en zones urbaines, accords avec la grande distribution urbaine ou des entreprises locales de transformation) **ou à l'export** (mise en relations d'organisations paysannes sur des marchés de qualité et différenciés grâce aux filières de produits biologiques et équitables).

Un enjeu : démontrer les performances des transitions agroécologiques pour mieux convaincre



Les actions engagées par AVSF et ses partenaires (ONG, organisations paysannes) dans de nombreux pays, ont permis d'aboutir localement à des résultats très positifs pour les centaines ou milliers de familles concernées ; elles ont cependant parfois encore du mal à dépasser le cadre des projets mis en œuvre. Promouvoir de telles transitions à des échelles de territoires significatives, suppose aussi de mieux faire connaître et reconnaître les performances de l'agroécologie aux politiques et décideurs pour faire évoluer les politiques publiques, et

de soutenir parallèlement les organisations de producteurs, leurs réseaux, les initiatives citoyennes et les collectivités engagées en faveur de l'agroécologie et de la transformation des systèmes alimentaires.

AVSF s'y emploie à travers sa participation au **GTAE (Groupe de travail sur les Transitions Agroécologiques)** créé en 2017 avec les ONG Agrisud, CARI et GRET, et dont l'objectif est de mieux faire connaître et reconnaître les résultats et performances de l'agroécologie par des travaux menés

en alliance avec la recherche française (CIRAD, IRD et AgroParisTech) et africaine, et largement diffusés³.

En Afrique de l'Ouest, depuis 2018, AVSF appuie également aujourd'hui la CEDEAO dans la mise en œuvre du **programme PATAE (Appui à la Transition agroécologique en Afrique de l'Ouest)** financé par l'Agence Française de Développement, avec la double ambition de générer des concertations pour faire évoluer les politiques publiques en s'appuyant notamment sur la multiplication et capitalisation d'expériences de projets de terrain, et renforcer les réseaux d'acteurs nationaux et régionaux de l'agroécologie pour le partage d'expériences et de connaissances, et in fine plus de capacité de plaidoyer sur le continent.

³ <https://www.avsf.org/fr/posts/2250/full/un-nouveau-referentiel-pour-prouver-l-efficacite-de-l-agroecologie>